



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

A propos de l'ouvrage de J. C. Kroll « Agriculture : changer de politique »

Marcel Mazoyer, M. Gilles Allaire

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Mazoyer Marcel, Allaire Gilles. A propos de l'ouvrage de J. C. Kroll « Agriculture : changer de politique ». In: Économie rurale. N°204, 1991. pp. 51-53;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4219>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1991\\_num\\_204\\_1\\_4219](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_204_1_4219)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

**Ayant sollicité une Note de lecture sur l'ouvrage de Jean-Christophe KROLL « Agriculture : changer de politique », Paris, Syros, collection Alternatives économiques, 1990, 194 p., nous en avons reçu deux, dont l'une est très élogieuse et l'autre davantage critique. Dans ces conditions, il nous a semblé préférable, plutôt que de choisir l'un de ces deux textes, de les publier tous deux et de permettre à Jean-Christophe KROLL d'y répondre. (NDLR).**

**Agriculture : changer de politique.** C'est sous ce titre que vient de paraître le dernier ouvrage de J.C. Kroll, faisant suite à **Politique agricole et relations internationales**, paru en 1987 (Syros). Avec ces deux ouvrages, J.C. Kroll nous propose un cadre théorique et historique rénové d'analyse de la politique agricole, qui renvoie dos à dos les thèses productivistes libérales avec leur conception naïve et mécaniste du progrès, et les thèses ruralistes modernes, qui occultent, sous prétexte de spécificité de l'organisation économique de la production marchande en agriculture, l'essentiel des mécanismes d'accumulation inégale dans cette branche.

L'agriculture, quelles que soient ses spécificités bioclimatiques et socio-structurelles, est partie prenante de la croissance des économies capitalistes. A ce titre, son développement ne peut être appréhendé isolément d'une analyse globale du processus d'accumulation mis en œuvre à l'échelle nationale, européenne et internationale dès 1945. En même temps, comme un certain nombre d'autres secteurs stratégiques de l'activité économique, tels que les transports et les communications, l'agriculture se caractérise par une forte dévalorisation du capital, ce qui justifie l'intervention de l'Etat pour soutenir le rythme d'accumulation du capital et d'accroissement des gains de productivité. Dans un secteur, où domine l'exploitation familiale, la préservation de celle-ci suppose notamment que soit poursuivie sans relâche la reproduction élargie de son patrimoine plutôt que la valorisation spéculative de son capital : prendre des risques sans jouer à la loterie suppose en effet, pour se couvrir, une dimension financière suffisante que n'atteint pas la plupart des exploitations agricoles.

« Dans cette perspective, selon J.C. Kroll, les analyses libérales apparaissent comme un contresens complet. Le soutien des prix n'est pas un gaspillage. C'est la condition indispensable de poursuite du mouvement d'accumulation du capital et d'accroissement de la productivité en agriculture... Autant dire que, contrairement à ce que prétendent les « productivistes », dans le long terme, les prix agricoles ne sont pas artificiellement élevés, mais suivent les coûts de production... Dans ses excès de volontarisme, (le discours libéral productiviste) a joué un rôle de repoussoir tout à fait efficace en regard de politiques agricoles effectivement menées. Ainsi les politiques auront réalisé les objectifs de sélection et de restructuration souhaités par les productivistes les plus acharnés, en se payant le luxe de laisser penser à la paysannerie qu'ils la protégeaient par des prix artificiellement élevés ».

Reste que ce modèle « productiviste » de régulation connaît aujourd'hui ses limites. Les ajustements de politique agricole mis en place pour en poursuivre la logique dans le cadre de coûts budgétaires désormais plafonnés s'appellent quotas (en production laitière), quantités maximales garanties (céréales et oléo-protéagineux), volume

plafonné d'intervention (viande bovine), etc. Ils contribuent à renforcer de manière brutale la sélection et la polarisation des structures :

— d'un côté, un noyau de plus en plus restreint d'exploitations suffisamment bien dotées en capitaux propres pour financer de nouveaux gains de productivité permettant de compenser la baisse des prix, ou d'acheter les nouveaux « droits à produire » ;

— d'un autre côté, une masse croissante d'exploitations qui n'arrivent plus à suivre cette nouvelle course à l'accumulation et se voient condamnées à terme à la disparition ou à la marginalité.

Nouveauté dans ce processus : il ne frappe plus seulement les petites exploitations, aisément jugées « archaïques », dont la profession agricole et les pouvoirs publics s'accordaient volontiers pour considérer la disparition inéluctable dans les décennies précédentes. Il touche désormais des exploitations considérées comme « modernes » et qui, bien que répondant aux canons dominants de l'excellence technique, se trouvent aujourd'hui en situation financière précaire. Un nouveau terme apparaît ainsi dans le vocabulaire technocratique et professionnel : celui « d'agriculteurs en difficulté » (pourtant si on doit en juger par l'exode agricole régulier depuis 1945, ce n'est pas de 1980 que date l'existence en agriculture d'exploitations en difficulté, incapables de se renouveler...). Mais ce qui est vrai, c'est que la croissance industrielle n'est plus aujourd'hui au rendez-vous pour éponger l'excédent de main-d'œuvre agricole dans des conditions acceptables par le corps social et la profession agricole...

Dès lors, l'agriculture française et européenne entre dans un cycle de restructuration de plus en plus sévère et élitiste, qui conduit à l'abandon de régions entières en Europe du Sud, et à la concentration de systèmes de production de plus en plus intensifs et polluants en Europe du Nord. Il est clair en effet que, dans ce processus d'accumulation forcée du capital, les avantages comparatifs naturels ont peu de poids face aux avantages monétaires, financiers et commerciaux que se sont patiemment construits, en trente ans de politique agricole commune, les pays forts d'Europe du Nord.

Est-ce à dire, les contraintes des échanges internationaux et de la compétitivité mondiale aidant, que la seule alternative qui s'offre aujourd'hui est le renforcement de la sélection en cours (un poste de travail sur deux, soit l'équivalent de 800 000 actifs à temps plein en Europe devrait alors disparaître d'ici l'an 2000) ou l'inéluctable déclin de notre agriculture dans les échanges internationaux, (« ça ou la Pologne », pour reprendre la formule d'un récent ministre de l'Agriculture) ? Heureusement, la réalité n'est pas si simple. Et c'est le grand mérite du dernier ouvrage de J.C. Kroll de nous le démontrer claire-

ment. Des solutions budgétaires techniques et fiscales existent, qui n'ont rien d'utopiques, permettant d'induire dès maintenant de nouveaux modes de régulation de la politique agricole, pour une meilleure gestion des ressources humaines et écologiques en agriculture. Pour donner dans les préoccupations à la mode, la production n'est-elle pas finalement la meilleure façon d'entretenir l'espace et le paysage, dès lors qu'on la répartit plus intelligemment. Y en a-t-il d'ailleurs vraiment d'autres, à moins de transformer un tiers des surfaces agricoles françaises en terrains de golf ?...

Il importe donc que tous ceux qui refusent la résignation politique au nom du réalisme économique lisent l'ouvrage de J.C. Kroll. Ils y trouveront, outre des interrogations pertinentes, l'une des plus stimulantes et des plus concises contributions aux chauds débats du moment.

**Marcel MAZOYER**  
Professeur, INA-PG

Ce livre de J.C. Kroll a été inspiré par une série de conférences qui lui ont été demandées dans différents milieux professionnels à l'issue de son ouvrage précédent (voir la note de lecture de M. Mazoyer). Ce genre d'activité, qui donne de précieux contacts et surtout une perception des enjeux sociaux des recherches, à laquelle s'adonnaient autrefois fréquemment les chercheurs de nos disciplines, devient bien rare. Au point que l'auteur s'en indignent et parle de « démission des institutions de recherche ». Sans doute, l'auteur affiche-t-il une ambition un peu trop grande quant au caractère révolutionnaire de ses propositions pour une nouvelle politique agricole auxquelles, d'ailleurs aujourd'hui, ressemblent de plus en plus à celles de la Commission de Bruxelles (il y avait donc des idées dans l'air, pourquoi ? comment ? voilà des questions intéressantes...). Mais, certes, J. C. Kroll avait bien vu par avance certains problèmes et s'est dépensé pour faire bouger les idées dans différents milieux syndicaux.

Cependant, il incite le lecteur à chercher dans son livre un programme de recherche pour éclairer les changements de la Politique Agricole. En la matière, je dois faire part d'une certaine déception : il n'apporte pas les éléments nouveaux, que l'on aurait pu espérés, à la recherche économique sur la crise agricole et l'évaluation des politiques agricoles. L'auteur n'est-il pas lui-même d'accord sur l'absence d'un programme de recherche (au sens institutionnel du terme) concernant la Politique Agricole ?

Le livre débute par la présentation des « enjeux pratiques d'un débat théorique », celui sur la question agraire, dont la présentation n'est pas véritablement renouvelée, et parfois assez approximative. Certes, l'auteur annonce sur ces aspects théoriques une publication ultérieure ; mais, ils sont, là, traités de façon schématique tout en prenant une place importante dans l'argumentation. Il manque notamment une mise en perspective historique et théorique de ces débats. Non l'histoire des débats théoriques, mais celle de la diffusion des points de vue professionnels et de la construction sociale des champs d'action des politiques sectorielles (c'est ce qui donnerait de l'intérêt à des vieux débats). De plus, il me paraît aujourd'hui insuffisant de re-exposer les anciens débats de l'économie

rurale sans les réexaminer à la lumière des développements de l'Economie et des Sciences Sociales en général, quelle soit d'ailleurs la direction que l'on choisisse dans les débats actuels.

La « clef théorique » proposée par l'auteur (d'inspiration marxiste classique) est de considérer « l'agriculture paysanne comme une forme capitaliste de production », les exploitations agricoles sont des lieux d'accumulation de capital. Elle est associée à une conception du rôle « régulateur » de l'Etat qui manque, elle, de base théorique. Elle est peu démarquée de la thèse de la « petite production marchande » et, en pratique, se limite à la gestion de la répartition des « aides » (ou dépenses publiques agricoles) ! (Alors qu'un mode de régulation, c'est l'ensemble des mécanismes de contrôle social de l'accumulation).

Les chapitres 2 (« la crise du modèle productiviste ») et 3 (consacré aux réformes de la PAC) sont essentiellement un exposé de faits, dont la valeur didactique n'est pas sans intérêt pour un large public. Le chapitre 4 présente des fondements d'une réforme de la politique agricole commune qui sera proposée dans le chapitre 5. La répartition des aides publiques est critiquée. La supériorité de la grande exploitation sur la petite est contestée. Mais ce chapitre n'apporte malheureusement pas d'éclairage décisif sur le difficile problème de l'impact réel des aides publiques. En fin de compte, il est constaté que c'est d'abord par « la politique des prix que se fait l'orientation des structures ». D'où la recherche d'une position « réformiste » compatible avec les contraintes extérieures et pouvant améliorer la position européenne dans les négociations du GATT. Il s'agira d'adopter une politique dont le principe économique se rapproche de celui de la politique américaine (c'est un paradoxe et une certaine originalité pour un auteur qui refuse le libéralisme ! Il en joue lui-même... car la politique américaine n'est pas ce que l'on en dit généralement). Mais l'auteur n'offre pas de point de vue nouveau sur l'évaluation comparée des politiques agricoles ; quoique contestés, seuls les chiffres de l'OCDE sont cités.

Le passage, en Europe, à un système de *deficiency payments* modifierait profondément les implications fiscales de la politique agricole et la structure des coûts d'approvisionnement des IAA ; les conséquences n'en sont pas étudiées (1). De plus, les productions aujourd'hui les plus soutenues par la PAC ne sont pas uniquement les céréales mais aussi des productions méditerranéennes (par exemple l'huile d'olive) à telle fin que cette politique joue un rôle directeur sur les revenus agricoles dans les diverses régions de la CEE. Or, toutes ces productions ne sont pas confrontées au même type de marché international. Les pouvoirs publics ne peuvent pas abandonner une action sur les marchés irréguliers (sauf si un renforcement des organisations inter-professionnelles leur permet de jouer ce rôle).

J. C. Kroll propose une modulation des *deficiency payments* avec un plafonnement de la somme des compléments de prix qu'une exploitation peut obtenir pour ses différentes productions ainsi soutenues. Cette idée avait déjà été proposée par des syndicalistes (FDPL de la Loire) il y a une dizaine d'années (2). L'auteur propose un argumentaire développé en sa faveur, il souligne d'ailleurs à

1. L'auteur propose de compenser la baisse des prix agricoles par une augmentation de la TVA sur les produits alimentaires pour "neutraliser" l'effet sur le consommateur. Mais l'effet demeure sur la structure des industries de transformation agro-alimentaires.

2. Mais on ne peut pas faire grief à J.C. Kroll de ne pas reprendre le débat antérieur sur cette question. Car, d'une part, les organisations paysannes ne paraissent pas elles-mêmes posséder la mémoire de ce débat, et d'autre part, l'effort de recherche sur ces questions a été insignifiant.

juste titre que ce système permettrait des adaptations nationales (notamment en ce qui concerne la politique de répartition). Mais il n'est pas en mesure de pouvoir en fournir une véritable évaluation économique.

A force d'aménagements, la politique agricole européenne a profondément changé, mais sans aller jusqu'au bout de ces changements et sans véritable débat social. Il conviendrait d'évaluer une politique de plus en plus diversifiée et complexe. Afin, tout simplement, de pouvoir permettre le débat des citoyens sur ces objectifs. Le livre de J. C. Kroll a l'intérêt de souligner l'urgence du débat sur les objectifs de la politique agricole. Quant aux insuffisances relevées, elles ne sont pas plus celles de l'auteur que de la recherche en général sur l'évaluation des politiques publiques agricoles, dont on attend une relance.

**Gilles ALLAIRE**  
**INRA-ESR, Toulouse**

### **RÉPONSE DE J. C. KROLL A G. ALLAIRE**

A la demande du Comité de rédaction d'Economie Rurale, j'ai accepté que nous épargnions au lecteur les premiers jets les plus acides de cette polémique. Nos échanges y gagneront peut-être en tenue. Nous risquons en revanche de donner l'impression que la controverse est un peu vaine.

L'objet de Gilles Allaire est simple : montrer que mon livre n'apporte rien de nouveau, ce que son texte initial avait le mérite d'affirmer clairement. C'est une manière de tempérer l'appréciation particulièrement sympathique de Marcel Mazoyer. Ce qui est irritant, c'est la méthode employée : pas de réel débat ici sur le fond des orientations que je propose, mais une accumulation d'observations ponctuelles fondées sur une interprétation déformante du texte, une projection d'intentions qui lui sont étrangères, une succession d'affirmations péremptoires et d'allusions incidentes ambiguës comme si la fin devait justifier n'importe quel moyen. Gilles Allaire réussit ainsi à donner une image assez bien dévalorisée de mon travail et me prive en même temps de toute possibilité d'une réelle polémique scientifique. Comme il a habilement intégré mes remarques dans son nouveau texte, sa note de lecture a désormais un aspect beaucoup moins caricatural, donc beaucoup plus crédible. C'est un progrès.

Mais Gilles Allaire se pose encore des questions trop naïves : lorsque les dépenses budgétaires de soutien des marchés triplent en dix ans, que les rangs des agriculteurs en difficulté s'enflent de mois en mois, que les frigos débordent et que les camions brûlent, y a-t-il vraiment lieu de s'étonner qu'il y ait des idées dans l'air concernant la réforme de la PAC, et que ces idées puissent entretenir entre elles quelques convergences ? (Rare en effet sont ceux qui proposent aujourd'hui des soutiens illimités pour des volumes produits illimités !). Quant à considérer que la Commission de Bruxelles rejoint mes propositions, cela pourrait certes me flatter, mais constitue un raccourci lapidaire qui suggère que Gilles Allaire a lu trop vite et mon livre et les dernières propositions du commissaire Mc Sharry ! Faut-il enfin rappeler à Gilles Allaire qu'il n'y a guère que lui pour se fourvoyer sur les ambitions révolutionnaires de mes propositions !

Gilles Allaire confond aussi facilement taxonomie et analyse économique, comme si un bon étiquetage valait pour lui autant qu'une bonne lecture : présenter ma réflexion comme une analyse « marxiste classique », qui « conteste la supériorité de la grande exploitation », se « démarque peu de la thèse de la petite production marchande » en jouant paradoxalement avec les principes libéraux, voilà qui constitue à coup sûr pour le lecteur une clef d'interprétation particulièrement éclairante de mes travaux ! Voilà aussi un amalgame qui procède d'une analyse critique pour le moins aussi superficielle et approximative que le propos dont elle est censée rendre compte ! La dialectique du mouvement à l'œuvre dans les sphères de la recherche ne manque pas, il est vrai, de saveur. Qui étais-je en effet, au temps où Gilles Allaire officiait à l'avant-garde du prolétariat et de la paysannerie en lutte, si ce n'est un petit bourgeois réformiste empêtré dans les contradictions de sa morale judéo-chrétienne ? Aujourd'hui que les anciens gardiens de l'orthodoxie marxiste caracolent à l'avant-garde de la recherche économique, n'y a-t-il pas quelque ironie à me voir décerner, avec dix ans de retard, un brevet d'authenticité marxiste classique ! L'étiquette fait, il est vrai, beaucoup moins recette dans les salons scientifiques.

Où Gilles Allaire, enfin, a-t-il découvert que j'incitais le lecteur à chercher dans mon livre un programme de recherche sur la politique agricole ? Je n'ai jamais prétendu faire de cet ouvrage une DOR (Direction d'Orientation de Recherche). J'ai d'autres documents pour cela. Gilles Allaire aurait peut-être été moins déçu s'il ne s'était point obstiné à chercher dans mon livre ce qui n'y était pas pour se contenter de lire avec plus d'attention ce qui y était. Où a-t-il encore vu que je proposais que les pouvoirs publics abandonnent leur action sur les marchés irréguliers ? (j'explique formellement le contraire p. 161). A-t-il au moins repéré le paragraphe intitulé « une batterie de mesures diversifiées et complémentaires » où je pars précisément du constat que toutes les productions ne sont pas confrontées au même type de marché mondial pour suggérer différents modes d'adaptation des organisations de marché par produits, etc.

Je regrette donc la façon dont se solde le débat, car la question soulevée concernant l'évaluation des politiques agricoles publiques est fondamentale, quoique fort ancienne. Elle sous-tend la plupart des investigations sectorielles ou régionales que je mène depuis près de vingt ans avec mes étudiants, en collaboration depuis quelques années avec mes collègues de l'Université de Clemson (Caroline du Sud) et de Kassel (RFA). J'ai donc quelques idées sur les problèmes épistémologiques, méthodologiques ou politiques qu'elle soulève, même si je n'ai pas la même lecture que Gilles Allaire des développements contemporains de l'Economie et des Sciences Sociales, même si je suis moins facilement que lui sensible aux modes du moment...

Mais ce vaste débat exige en tout état de cause un respect attentif du pluralisme des démarches et une capacité renouvelée d'écoute des chercheurs entre eux, auxquels Gilles Allaire ne me paraît pas encore bien préparé. Attendons plus de sérénité pour y revenir ultérieurement. Dans l'immédiat, un grand bravo à Gilles Allaire pour sa magistrale leçon de lecture rapide !

**C. KROLL**  
**ENITA, Dijon**